

**AU SOIR D'ALGÉRIE :****peuple, il ne l'écoute pas»**

Les responsables au sommet de l'Etat pensent qu'ils sont investis d'une mission suprême que les autres Algériens sont incapables d'assumer et pour cela, ils se placent au-dessus des lois.

Quant à l'indépendance de la justice, elle n'existe à mon avis que dans le discours de l'ouverture de l'année judiciaire. Il y a, certes, des améliorations dans les textes mais à quoi sert de mentionner dans un texte de loi l'immovibilité des magistrats du siège quand cette loi permet la mutation d'un juge quelles que soient son ancienneté et sa fonction, pour «une bonne administration de la justice»? On est très loin de l'Etat de droit et de l'indépendance de la justice, et je pèse mes mots.

**Cela nous renvoie à la commission chargée des réformes politiques de Abdelkader Bensalah, qui a reçu beaucoup de monde de la société politique et civile. Quelle crédibilité accordez-vous à ces consultations et à quels résultats vous attendez-vous ?**

Il ne s'agit pas de Ben Salah ou de sa commission. C'est la méthode que je remets en cause. Car toute réforme sérieuse doit passer par un débat public pour réformer selon la volonté du peuple. Non seulement certaines personnes reçues par la commis-

sion ne représentent rien dans la société mais elles ne savent même pas de quoi elles parlent.

**Ces réformes politiques voulues par le président Bouteflika interviennent visiblement sous la pression des «révolutions arabes» et des revendications de changement démocratique. Seraient-elles finalement que des effets d'annonce ?**

Par ces réformes, le pouvoir cherche à gagner du temps en exploitant le sentiment d'insécurité, le drame de ces vingt dernières années et le sens des responsabilités du peuple, qui ne veut plus revivre cela.

Le système mis en place depuis l'indépendance a pu se maintenir malgré les événements d'Octobre 1988, en manipulant des dirigeants islamistes et démocrates.

Mais ces méthodes ne peuvent pas être éternelles.

**Des partis et des personnalités ont rejeté l'invitation de la commission parce qu'ils ne croient pas à la capacité du système de se réformer par lui-même au risque de se «suicider».**

Chacun est libre de ses actes et chaque parti politique a ses raisons de répondre ou ne pas répondre à l'invitation de la commission.

**Loi fondamentale, Assemblée nationale sont les thèmes forts des débats en cours. Pour quel type de régime penchez-vous, connaissant votre hostilité au Sénat qui, je vous cite, «ne sert qu'à dépenser l'argent du contribuable» et duquel d'ailleurs vous avez démissionné dans le cadre du tiers présidentiel du temps de Liamine Zeroual ?**

A part quelques articles dans la presse, je ne vois aucun débat dans la société sur ces questions. Car un vrai débat nécessite l'ouverture des médias lourds, de la presse écrite et des salles dans tout le pays pour débattre en toute liberté dans le respect de l'autre. Et ce n'est pas pour demain. Pour ma part, je suis pour un système démocratique qui donnera la parole au peuple pour choisir ses gouvernants en toute liberté après un débat sur les questions de fond qui restent en suspens depuis juin 1991.

A partir de là, opter pour un régime présidentiel, présidentiel ou parlementaire est un luxe qu'on ne peut pas se permettre dans un pays où un droit banal comme l'obtention d'un passeport ou l'accès à un poste de responsabilité ne peut s'obtenir qu'avec l'accord des services de sécurité.

**Maître Mokrane Aït Iarbi, militant des droits de l'Homme,**

**homme politique qui dit haut ce qu'il pense, vous êtes très médiatisé et présent sur la scène politique. Est-ce un avantage ou un inconvénient dans la défense des justiciables ?**

Ni l'un ni l'autre. J'exerce ma profession d'avocat en toute indépendance et j'essaie de le faire en professionnel. Pour rappel, même quand j'étais avocat stagiaire non médiatisé, j'ai défendu des militants politiques de toutes les tendances et des syndicalistes avec dévouement et détermination. Et depuis, je ne demande aux juridictions que le respect de la loi, des droits de la défense et de la dignité des accusés, qui sont présumés innocents.

**On dit que le juge craint l'avocat que vous êtes...**

Entre les juges et moi, il y a un respect réciproque. Croyez-moi, il y a des magistrats courageux respectés et respectables.

**Doit-on s'attendre à un «come-back» du militant ?**

Ce n'est pas à exclure.

**Quels sont vos projets futurs ? Un livre ? Un parti politique ?**

Pourquoi pas les deux ?

**Vous posez-vous la question de quoi sera fait demain ?**

Le peuple algérien, qui a résisté à la tyrannie, à la dictature, au colonialisme, au système de parti unique et au terrorisme est capable de construire un avenir meilleur et de défendre ses droits et ses libertés.

**Plutôt satisfait de votre parcours depuis le Printemps berbère ?**

J'ai fait ma première grève de la faim et ma première grève du cartable à l'âge de 15 ans. Et depuis ma majorité, je n'ai pas cessé de défendre les causes justes en fonction de mes moyens. J'ai milité pour la reconnaissance de la langue et la culture berbères et le respect des droits de l'Hommes et des libertés fondamentales. Et aujourd'hui, j'ai la conscience tranquille.

**Quelques mots sur ce qui vous motive dans votre métier d'avocat et ce qui vous attriste ?**

La joie et la tristesse sont le quotidien de l'avocat pénaliste confronté à des drames humains d'accusés à tort et de victimes réelles. Je ressens une satisfaction à chaque fois que j'arrive à faire acquitter un innocent et une forte colère lorsqu'un innocent est condamné à une peine de prison et qu'on ne peut rien faire pour lui.

**B. T.**

**APPEL POUR LA RÉVOLUTION DU 17 SEPTEMBRE****Guerre pas nette sur le Net**

**Un jour des plus ordinaires qui soient en terre d'Algérie, ce samedi 17 septembre 2011. Donné, virtuellement, comme un jour de grande révolte et de barricades, il s'est levé et égrené dans sa plate routine. L'appel «à la révolution du 17 septembre» est-il à mettre sur le compte des complots avortés ou alors procède-t-il d'une orchestration de laboratoires savamment entretenue et qui a poursuivi de stériliser durablement les initiatives des cyber-militants ?**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) -** Le questionnement autour de ce fameux appel, dont la paternité n'a pas été revendiquée, reste entier. Sur la Toile, les supputations s'entrechoquent. Les campagnes aussi. A celles qui structuraient la promotion de l'appel en question, ont répliqué des oppositions denses et acharnées, impliquant même, à mesure qu'approchait la date du 17, des ministres de la République.

Post anonyme sur la Toile, l'appel «à la révolution du 17 septembre» a, conjoncture régionale aidant, bourgeonné comme une greffe en bonne saison. Il a non seulement fait débat sur la Toile et dans les chaumières mais a également

mobilisé de grands renforts de riposte, à supposer, bien entendu, que le tout ne participait pas de séquences soigneusement agencées d'une seule et même orchestration. S'il s'en est trouvé des citoyens qui ont eu la faiblesse de croire à l'avènement de la révolution en ce samedi 17 septembre, il en est également qui, plus nombreux, sont demeurés circonspects et prudents, mesurant avec raison la distance séparant le virtuel du réel.

Pour ces derniers, l'appel en question est frappé de suspicion du fait qu'il soit resté anonyme. Suffisant pour qu'ils restent interdits, sur leurs gardes. Et, étonnement, voire paradoxalement, ce sont des membres du



Photo : DR

gouvernement, des partis politiques et certains médias qui sont montés au front contre cette révolution virtuelle.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Dahou Ould Kablia, a publiquement soupçonné des officines étrangères travaillant à déstabiliser l'Algérie, d'être derrière le fameux appel. Il sera relayé quelque temps après par la patronne du

Parti des travailleurs qui, elle, a suspecté également la main cachée de l'étranger.

Certains journaux, certainement mis à contribution dans cette inédite entreprise de réplique au virtuel, n'ont pas hésité à formuler une accusation franche à l'encontre du «sionisme», allant jusqu'à citer Bernard Henri Lévy (BHL) comme étant l'instigateur de cette campagne.

Certains opérateurs de téléphonie mobile s'y sont également impliqués, en envoyant des SMS à leurs abonnées et dans lesquels ils les invitent à ne pas répondre à l'appel des sirènes étrangères, leur rappelant que le 17 septembre coïncide avec les massacres de Sabra et Chatila ainsi qu'avec la signature des accords de Camp David. Mais d'où est-il venu qu'un post comme il en existe des

milliers sur la toile suscite de telles et autant de réactions ?

D'abord, cela laisse supposer que la cybermilitance est désormais perçue comme une arme de mobilisation redoutable aux mains de l'opposition et qu'il faille la contrecarrer en investissant un effort de propagande conséquent.

Les révolutions tunisienne et égyptienne étant déjà passées par là. Cet épisode, qui a transposé entre virtuel et réel, démontre aussi que l'Internet et les réseaux sociaux peuvent désamorcer des révoltes latentes.

Le procédé pourrait consister à diffuser anonymement un appel à manifestation à des dates choisies en raison de fortes symboliques qu'elles peuvent charrier, comme le 17 septembre, et déclencher, par la suite, une campagne pour à la fois maintenir l'appel dans sa seule virtualité et décourager toutes autres initiatives en les sabordant, donc, par anticipation.

**S. A. I.**